

Agriculture et fonction publique : la CFDT interpelle les candidats à la présidentielle

La FGA-CFDT a publié, à l'occasion du dernier salon de l'Agriculture, une plate-forme revendicative à destination des candidats à l'élection présidentielle.

Composée de 11 fiches, elle aborde les domaines suivants, tous porteurs de forts enjeux : secteur public, MSA, chambres d'agriculture, compte pénibilité, projet commun pour l'agriculture, économie des filières, respect de l'animal en abattoir, représentation des salariés dans les conseils d'administration, restructuration des branches, renégociation de la PAC, directive sur les travailleurs détachés.

L'intégralité de cette plate-forme peut être consultée sur le site de la [FGA-CFDT](#).

Nous reproduisons ci-dessous la fiche portant sur le **secteur public de l'agriculture et de l'agroalimentaire**.



SPAGRI

Syndicat des personnels du ministère de l'Agriculture
Administration centrale, DRAAF, DDI, Anses, ASP, Inao, IFCE, Infoma, CNPF

Secteur public : conforter l'action de l'État dans les domaines agricoles et agroalimentaires en affirmant l'importance des services publics et en améliorant leur fonctionnement

Il est important de rappeler que les services publics et les agents publics sont chargés de mettre en œuvre la politique, les décisions de l'État et de contrôler l'application des lois.

Les services publics sont aussi là pour anticiper, gérer les crises et éviter qu'elles ne prennent de l'ampleur. Nous en avons un exemple avec la grippe aviaire.

*Pour nous, un État ne peut donc que vouloir des **services publics forts et performants, garants de son action.***

Or, nous constatons que les coupes budgétaires et les réorganisations les ont fragilisés dans leur activité. C'est vrai pour la Fonction Publique dans son ensemble et c'est aussi vrai pour le secteur public agricole.

Nous pouvons citer le cas des services vétérinaires dont les effectifs ont baissé de 19 % en 10 ans. Et même si cette baisse s'est stabilisée et qu'il y a eu de nouvelles embauches ces deux dernières années, ce n'est pas suffisant pour pouvoir être présents partout où il le faudrait. Ainsi, l'inspection en protection animale, si elle fait clairement partie des missions, peut parfois être reléguée au second plan pour des raisons d'effectifs trop tendus, devant la



SPAGRI

Syndicat des personnels du ministère de l'Agriculture
Administration centrale, DRAAF, DDI, Anses, ASP, Inao, IFCE, Infoma, CNPF

priorité historique donnée à l'inspection en hygiène alimentaire (inspection sanitaire des viandes et des animaux).

*Par ailleurs, les nombreuses réformes, les rythmes des changements, les exigences accrues en termes de missions et de résultats, la baisse des effectifs, la multiplication des priorités et des urgences ont conduit à une **dégradation des conditions de travail et à un développement des risques psychosociaux**. Le mal-être est grandissant chez de nombreux agents du ministère de l'Agriculture, des services déconcentrés et des établissements publics dépendants du ministère. Des actions sont mises en œuvre pour résoudre ces problématiques, mais **les efforts doivent être poursuivis dans ce domaine**.*

Cessons de dénigrer la fonction publique et d'attaquer les fonctionnaires.

La FGA-CFDT tient à affirmer l'importance des services publics pour la collectivité et son attachement à leur présence sur l'ensemble du territoire, mais également à la neutralité et l'impartialité, issus du principe constitutionnel d'égalité des citoyens devant le service public.

Il convient de rendre leur fierté aux agents publics. Il importe de leur donner les moyens de fonctionner et d'agir



SPAGRI

Syndicat des personnels du ministère de l'Agriculture
Administration centrale, DRAAF, DDI, Anses, ASP, Inao, IFCE, Infoma, CNPF

dans l'intérêt général.

En ce qui concerne la recherche publique, la FGA-CFDT considère que disposer d'une recherche indépendante et libre des intérêts particuliers est un atout et une richesse pour un État. Cette recherche doit être à la fois fondamentale et appliquée. Il faut lui fournir les moyens humains et financiers nécessaires à son activité.

Ces moyens sont indispensables, car ils permettent d'anticiper les changements et les évolutions auxquels le monde agricole est et sera confronté : réchauffement climatique, démarche agro-écologique, révolution numérique...

La recherche publique doit accompagner les pratiques agricoles et agronomiques.

Pour la FGA-CFDT, à l'heure où les productions agricoles et agroalimentaires doivent changer de paradigme, il convient de venir en appui et d'accompagner la profession agricole, avec une expertise d'État forte.

Par ailleurs, la [CFDT présente jeudi 16 mars prochain à 9h30 les résultats de l'enquête Parlons Travail](#) et à 14h30, interpelle quatre candidats à l'élection présidentielle sur ces thèmes.